

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 147 - VENDREDI 22 JUIN 2012

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Bartolone au perchoir.
Les élus EELV sommés de bien voter.
Plan de rigueur en préparation.
Et gueule de bois pour tout le monde !

AGENDA MILITANT

→ 23 juin
Paris [Assises des collectifs pour un audit de la dette - Meeting Grèce](#)

→ 24 juin
Roubaix [Usine des mémoires](#)

→ 28 juin
Aubagne [Tous ensemble !](#)

→ 30 juin
Paris [Marche des Fiertés !](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Monde
[La volonté du peuple est plus forte que celle des pouvoirs](#)

→ Élections
[Réflexions, A. Bertho, P. Khalfa, R. Martelli](#)

→ A voir
[Le temps des festivals](#)

Pas d'Europe sans citoyens !

Lettre ouverte à François Hollande pour un référendum sur le Pacte budgétaire :

La crise européenne est arrivée à un point crucial. Aveugles volontaires, nos dirigeants s'obstinent dans des politiques brutales d'austérité alors que la crise provient des dérives de la finance et de l'absence d'une véritable solidarité européenne.

Le "Pacte budgétaire" a été élaboré par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy pour corseter définitivement les politiques économiques, et imposer l'austérité au mépris du débat démocratique et contre les aspirations des peuples.

François Hollande se prépare à le faire ratifier par le Parlement nouvellement élu s'il parvient à faire adopter tout ou partie du "Pacte pour la croissance" qu'il propose aux autres dirigeants européens. Mais seul un débat démocratique avec une large participation populaire peut légitimement trancher sur des enjeux aussi essentiels.

A l'initiative d'Attac et de la Fondation Copernic, des responsables associatifs, syndicaux et politiques et des chercheurs lancent une lettre ouverte à François Hollande : "Non au Pacte budgétaire, pas d'Europe sans citoyens !", demandant l'organisation d'un débat tranché par un référendum.

Pour lire la lettre, consulter les signataires, et la signer :
<http://www.france.attac.org/lettre-ouverte-francois-hollande-pour-un-referendum-sur-le-pacte-budgetaire>

Premiers signataires :

Annick Coupé (Solidaires), Jean-Claude Chailley (Résistance sociale), Jean-Baptiste Eyraud (Droit au Logement), David Flacher (Utopia), Jean-Philippe Gasparotto (CGT Caisse des Dépôts), Roland Gori (Appel des appels), Pierre Khalfa (Fondation Copernic), Stéphane Melchiorri (Emmaus International), Damien Millet (CADTM), Martine Noël (Cadac), Jean-Marie Roux (CGT Finances), Henri Sterdyniak (Economistes atterrés), Maya Surduts (CNDF), Aurélie Trouvé (Attac), Sophie Zafari (FSU),

Christophe Alévêque (artiste), Paul Ariès (directeur de rédaction), Nathalie Bajos (chercheuse), Nathalie Berta (chercheuse), Frédéric Boccara (chercheur), Paul Bouffartigue (chercheur), Jacques Bouteiller (chercheur), Alain Caillé (sociologue), Odile Chagny (chercheuse), Gabriel Colletis (chercheur), Antoine Comte (avocat), Pierre Concialdi (chercheur), Philippe Corcuff (chercheur), Laurent Cordonnier (chercheur), Pierre Cours-Salies (chercheur), Thomas Coutrot (Attac), Bernard Defaix (Attac), Keith Dixon (chercheur), Cédric Durand (chercheur),

(Suite p. 10)

Dans la majorité pour l'alternance ou dans un "ailleurs" pour l'alternative ?

La déception après les résultats finaux du Front de gauche à la présidentielle et aux législatives n'efface pas la dynamique engagée. Cependant, il doit maintenant surmonter ses impasses stratégiques et se transformer pour réussir.

Quel militant du Front de gauche n'aura pas eu, au lendemain des 10 et 17 juin, un sentiment d'injustice ? Quatre millions de voix réunies sur le vote Mélenchon le 22 avril, et pour le Front de gauche, le 10 juin, 500 000 voix de plus que le seul PCF au premier tour des législatives de 2007... et, à l'arrivée, un groupe à l'Assemblée nationale réduit à la portion congrue. Dix élus, 15 avec le renfort de 5 parlementaires des DOM, ce qui permet de maintenir un groupe selon les règles en vigueur, cela représente 2,5 % des députés. Pendant ce temps, les élus d'EELV sablent le champagne après s'être inféodés au Parti socialiste, obtenant pour la première fois un groupe à eux. Mais, déjà, le ministre des relations avec le parlement, Alain Vidalès, met la pression : pour lui, les députés écologistes auront « *la liberté d'expression mais pas la liberté de vote* ».

Sachons cependant raison garder en analysant la séquence politique dans son ensemble, à l'aune non seulement des résultats électoraux mais aussi des dynamiques politiques qui ont commencé à se développer. Et du potentiel ainsi révélé. Sachons aussi que notre interprétation - exagérément défaitiste ou

imperturbablement positive - pèsera sur nos motivations et même sur les regards portés sur le Front de gauche.

Pleins pouvoirs au Parti socialiste

D'abord : François Hollande a été élu et une majorité de citoyens s'est attelée à lui donner une majorité pour gouverner ? Mais personne ne devrait oublier qu'il a été élu, surtout, pour tourner les pages Sarkozy, sans illusion sur son programme. Jean-Luc Mélenchon a raison de souligner, d'insister : cette victoire du PS a été obtenue grâce au vote massif des électeurs mobilisés par le Front de gauche au premier tour. Sans ces voix, Sarkozy aurait entamé un second mandat.

Il faut maintenant mesurer et pointer l'énorme responsabilité qui incombe au Parti socialiste. Comme le soulignaient les commentateurs lors de la dernière soirée électorale, en substance : « *avoir toute les responsabilités, c'est être responsable de tout* ». La confrontation à la gestion effective des affaires n'est-elle pas, dans la période actuelle, particulièrement périlleuse ?

La situation actuelle ne ressemble ni à 1981 - avec l'espoir d'un changement



18 mars : 120 000 personnes à Paris... Le Front de gauche a marqué la campagne des présidentielles par une "prise de la Bastille" mémorable.

radical de politique - ni à 1997 - où la reprise économique offrait une embellie à la gauche plurielle. La majorité, même absolue, notamment parce qu'elle ne s'appuie pas sur une mobilisation populaire pour porter des transformations profondes, sera hautement sujette aux vents contraires et aux évolutions brutales du contexte international, ainsi qu'au revirement des opinions. Et une possible fuite en avant antidémocratique sur la question européenne s'annonce d'ores et déjà. La période est ainsi faite que ●●●

●●● les pouvoirs politiques les plus forts se révèlent souvent être des géants au pied d'argile, un jour en situation de force, le suivant voués aux gémonies.

Est-il, dès lors, utile de s'embarquer dans le paquebot de la majorité, comme l'esquisse Marie-George Buffet quand, après s'être heureusement exprimée contre une participation du PCF au gouvernement, elle explique : « *Nous ne sommes pas dans l'opposition mais dans la majorité de gauche de façon constructive pour réussir* » ? Ne doit-on pas, plutôt, se situer ni dans la majorité ni dans l'opposition, mais dans une position nouvelle, hybride par rapport aux postures traditionnelles ? Bien sûr, il convient de se donner le temps de construire une telle posture politique (la situation nouvelle a été peu anticipée par le Front de gauche) ; mais cela suppose que l'on cherche à innover, au lieu de se raccrocher au passé de peur de disparaître. Des actes forts sont à poser, sans précipitation mais sans non plus tergiverser.

Le retour de bâtons des limites et impasses du Front de gauche

Ce qui avait été masqué au cours de la campagne de Jean-Luc Mélenchon est revenu comme un boomerang dans la courte séquence des législatives. D'abord, l'insuffisance des espaces politiques locaux laissant une véritable place à la délibération et à l'initiative citoyennes. Dans une large majorité des circonscriptions, les assemblées citoyennes ont été conçues comme des comités de soutien aux candidats du Front de gauche (avec le glissement vers des "assemblées de



La contreperformance du Front de gauche aux législatives n'efface pas la dynamique de l'élection présidentielle. Continuons ! " Prado 2012" (© Didier Bonnel)

circonscription"). Cela n'efface cependant pas les expériences prometteuses qui ont eu lieu dans de nombreux départements. Ensuite, l'absence de réflexion sur le rôle des élus en général, et des députés en particulier : comment faire

Il faut mesurer et pointer l'énorme responsabilité qui incombe au Parti socialiste : « avoir toutes les responsabilités, c'est être responsable de tout ». Dès lors, est-il utile de s'embarquer dans le paquebot de la majorité ? Ou faut-il innover ?

la différence avec les autres candidats, notamment ceux du parti de la majorité présidentielle, si le Front de gauche n'est pas capable de porter une autre utilité de l'élu que celle de peser un peu plus à gauche ? Sur ce point, l'idée de "déplacer le curseur" de la politique législative vers la gauche, formulée par

André Chassaigne, président du nouveau groupe à l'Assemblée nationale, ne suffit pas, car elle fait passer au second plan la construction d'une alternative.

Enfin, si l'on évoque la question de l'efficacité de la campagne du Front de gauche, sur fond de focalisation des médias sur le duel entre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen, le déficit de distinction forte entre le PS et le Front de gauche sur les réponses à la crise a fait passer au second plan l'avancée majeure de la campagne présidentielle : l'affrontement avec les politiques austéritaires, la critique de l'UE et la nécessité d'une autre logique économique et sociale et d'une refondation de la démocratie. Comme l'écrit le syndicaliste Pierre Khalfa, « *si l'image "Front contre Front" pouvait au premier abord apparaître comme un bon coup politique, elle a eu pour résultat de complètement déporter l'image du Front de gauche en la réduisant à celle du combat contre le FN* » (1).

Par ailleurs, il n'y a pas eu de préparation ni de dynamique communes pour faire des législatives une nouvelle étape d'appropriation populaire. Au contraire, après le second tour de la présidentielle, une place centrale a été donnée aux intrigues entre forces politiques, chacune des deux forces centrales du Front de ●●●

(1) Texte intégral sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Élections"

●●● gauche jouant pour ses intérêts propres. Alors que les législatives auraient dû, théoriquement, être un terrain d'innovation, démultipliant les initiatives et les possibilités d'une action de proximité, elles ont été marquées par l'éparpillement au gré des options locales.

En septembre est acté un accord entre le PC et le PG sur les candidatures, prévoyant 80 % des investitures pour le premier en "compensation" de la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Quelques mois plus tard, une dynamique mène au meilleur score de la gauche de transformation à un scrutin présidentiel depuis trente ans. Entre temps, rien n'a bougé dans la construction, verrouillée, des candidatures : à part quelques ajustements à la marge, le point de départ de septembre sur les candidatures a été le point d'arrivée. Après coup, un tel immobilisme paraît-il normal ? Mais, personne n'avait alerté sur ce sujet ? La Fédération pour une alternative sociale et écologique, entre autres, avait tiré le signal d'alarme, mais on ne la prenait pas au sérieux, voulant croire à tort qu'elle ne s'intéressait qu'au sort de ses candidats potentiels. Le résultat est là : au total, ni le PC ni le PG, ni le Front de gauche dans son ensemble ne peuvent tirer un bilan positif de la séquence des législatives, car les essais n'ont pas été transformés et les espoirs ont été froidement douchés.

Autre aspect, les principales forces politiques ont joué un large renouvellement de leurs candidats et de leurs élus, alors que les candidats du Front de gauche, sur les circonscriptions susceptibles de faire un score, reconduisaient systématiquement les sortants (l'élection de Nicolas Sansu dans le Cher fait exception). Cela signifie que les autres forces ont des

stratégies pour le renouvellement, tandis que le Front de gauche n'en a pas.

Des actes forts pour renouer avec le fil de la campagne présidentielle

Certains actes pourraient être posés rapidement. Tout d'abord, la confirmation de la construction du Front de gauche dans la durée, en dédiant son existence au combat durable pour l'émancipation en même temps qu'à la lutte immédiate contre l'austérité.

Peut-on être compris lorsque l'on dit à la fois vouloir une alternative, contester l'hégémonie du PS et se situer dans l'actuelle majorité ? Cela semble intenable, aussi bien si l'on vise un rebond des luttes que dans la perspective des élections locales de 2014.

Ensuite, la volonté de se donner les moyens d'un travail approfondi pour mettre à profit les pensées et les expériences qui permettront d'innover sur le contenu et les formes d'un projet politique. Comme l'écrit Roger Martelli, « *la critique légitime du PS ne suffit pas à fonder majoritairement une politique alternative ; l'affirmation de la nécessaire rupture ne suffit pas à faire projet ; l'invocation d'un nouveau rapport du social et du politique ne dit pas les formes sans lesquelles ce rapport reste un vœu pieux. Être force d'alternative ne se décrète pas,*

ne se résume pas à quelques formules. (...) Nous avons regardé de loin les formes nouvelles de la contestation, sans chercher suffisamment à comprendre ce qu'elles nous disent, et pas seulement à formuler ce que nous allons leur dire. Si de la novation ne se voit pas immédiatement et ne s'incarne pas, la transformation sociale et le besoin de rupture ne parleront pas à la masse potentielle de ceux qui peuvent être les acteurs d'un post-capitalisme ».

Des espaces d'élaboration, de réflexion, des laboratoires d'idées, des publications sont à créer pour développer une dynamique intense de circulation des idées. Il s'agit de développer et de fonder des espaces pluralistes de confrontation et de construction. À qui s'adresseraient-ils ? À tous ceux qui ne se résignent pas à ce que la gauche soit dominée par les idées sociales-libérales, à tous ceux que la construction d'une alternative politique peut intéresser. Mais au-delà du débat d'idées, il s'agit que ces espaces servent à nourrir un autre axe majeur : le développement rapide de batailles politiques d'ampleur sur des exigences de ruptures, cultivant l'énorme potentiel de radicalité et d'engagement que le Front de gauche a su mobiliser pendant la campagne présidentielle.

Enfin, bien sûr : permettre la participation au Front de gauche de toutes celles et tous ceux qui le souhaitent, avec un fonctionnement démocratique mixant la participation de forces organisées et celles des citoyens, est un enjeu décisif. Il s'agit de démocratiser le Front de gauche. Aujourd'hui, « *Il est un objet politique non identifié, une réalité sans norme et sans règle claire de fonctionnement.* » (Martelli), demain « *il sera à la fois ●●●*

●●● une structure de coopération entre organisations et une structure d'accueil pour des individus "sans appartenance" ». Un signe positif a été envoyé en ce sens par Pierre Laurent et le PCF lors de sa conférence nationale.

D'autres actes, qui nécessitent un véritable travail collectif, seront à construire, surmontant les impasses faites jusqu'ici et prenant à bras-le-corps les questions stratégiques non résolues.

Des questions stratégiques non résolues

Le Front de gauche avait bien réussi à affirmer globalement une stratégie politique, sur la base de laquelle avait été réalisé depuis juin 2011 son élargissement à de nouvelles forces (FASE, Convergences et alternative, PCOF et Socialisme et République). Cependant, la vie politique va vite, et le Front de gauche s'est retrouvé comme désarmé après l'élection présidentielle. La tentative de négocier avec le PS n'a alors été qu'un essai désespéré - vu la volonté du PS d'affaiblir le Front de gauche autant que possible - de sauver quelques strapontins.

A l'inverse, le maintien de Patrick Braouezec au second tour de la seconde circonscription de la Seine-Saint-Denis, face à un candidat PS arrivé en tête au premier, outre ses effets symboliques et ses impacts locaux, pose directement la question de la stratégie de conquête du pouvoir, des alliances et de l'identité du Front de gauche. De fait, comme l'écrivait Laurent Lévy à la veille du second tour, « *Il me semble que la considération la plus importante est dans la dynamique de campagne. Ce n'est pas d'abord la question institutionnelle des élus effectifs qui est déterminante, mais* ●●●



Soirée festive avant le 1^{er} tour

Chacun se souvient que la circonscription - imprenable par la droite - de Sevrans-Tremblay-Villepinte avait fait l'objet d'un accord particulier entre le PS et EE-LV : un candidat unique y était présenté contre François Asensi, député Front de Gauche. Pour mener ce hold-up, la fédération de Claude Bartolone avait investi le maire de Sevrans, Stéphane Gatignon, dont le projet politique peut être résumé ainsi : « effacer les lignes de partage politiques des années 70 devenues obsolètes et intégrer le nouveau monde qui vient, un monde dont la lutte des classes n'est pas le paradigme ».

Cette orientation très droitiste s'était déjà manifestée, lors des cantonales de 2011, par l'élection d'un candidat EELV-PS sur le canton de Sevrans et un coup de pouce pour faire battre la Maire (FDG) de Villepinte par la droite. Malgré la perte des deux sièges renouvelables sur la circonscription, le bilan des cantonales était important sur le plan militant : la rupture consommée, les militants du Front de Gauche avaient pris la mesure de l'opération pilotée par le PS : éradiquer l'influence communiste et l'esprit de résistance au libéralisme.

La campagne pour la réélection de François Asensi a donc débuté en octobre 2011. Et le succès de la pétition lancée par l'Assemblée citoyenne sur la question du RER B en novembre a marqué toute la campagne : plutôt qu'une campagne électorale, une campagne d'actions, démontrant l'atout que représente un député qui se bat avec les citoyens. D'une campagne imaginative mais classique, nous sommes passés à une campagne de luttes, mêlant élus, militants politiques, syndicalistes, responsables d'associations,...

Ce choix a vite été validé par la vie : lors de l'assemblée de militants convoquée d'urgence après l'accord EE-PS, une salariée vient proposer ses services et pousse à l'organisation d'une manif devant la direc-



Avec les travailleurs de Véolia en grève

tion de la ligne de RER ; à l'assemblée suivante, une femme étrangère, victime de violences familiales et menacée d'expulsion avec sa petite fille, vient demander l'aide du député ; la réunion publique sur l'emploi se transforme en meeting de soutien aux syndicalistes de la circonscription ; l'initiative autour de la propositions de loi Asensi contre les discriminations territoriales est conçue comme une démonstration de la richesse humaine de la banlieue ; le banquet de fin de campagne sera une soirée métissée autour des cultures du monde,...

Le savoir-faire de François Asensi, l'adoption de Clémentine Autain comme suppléante (et pas seulement), l'ouverture d'esprit des sections locales du PCF, l'expérience accumulée par les militants de la FASE, ont permis de mettre sur un pied d'égalité tous les participants. Le choix d'un cadre très informel y a aidé même s'il faut aujourd'hui prendre une décision pour structurer le Front de Gauche sur chacune des communes et donner toutes leurs places aux citoyens qui ne souhaitent pas rejoindre un des partis qui le compose.

Un militant avait dit un soir : « Maintenant, qu'on gagne ou qu'on perde, on peut être fiers de nous : on a fait la démonstration que la solidarité, c'est la solution pour tout de suite et pour demain ». L'apéritif festif pris par les militants, la veille du premier tour, sur le marché de Sevrans, avait le goût de la reconquête...

● Gilles Boitte

●●● celle des dynamiques politiques. (...) Quel que soit le résultat, le Front de gauche a déjà gagné à Saint-Denis quelque chose d'essentiel, son maintien comme dynamique politique, destinée à durer et à se maintenir en dehors de la période électorale ». Nuançons un peu : la possibilité de ce maintien comme dynamique politique est ouverte.

Nombre de responsables du PCF l'ont

Si le Front de gauche a voulu centrer son intervention sur l'influence institutionnelle, sa déconvenue législative devrait l'amener à une réflexion sérieuse. Ne faut-il pas qu'il fasse un pas de côté par rapport au jeu institutionnel, où il pèse d'un poids plume ?

souligné au cours de leur conseil national, le PS a eu une volonté délibérée d'affaiblir le Front de gauche. Et il y a réussi. Or, le Front de gauche n'a pas pleinement intégré ce paramètre dans sa stratégie, et cela notamment pour deux raisons : la réflexion sur ce qu'est "la gauche" n'a pas été suffisamment poussée ; les lenteurs - surtout liée au PCF, mais aucune des composantes ne peut considérer être à jour sur le sujet - à produire des avancées sur une stratégie d'autonomie vis-à-vis du PS aboutissent à ce que le Front ait toujours une longueur de retard



Avec les Fralib

Dans un contexte général marqué par un affaiblissement de la droite, une sous estimation de la "vague rose", une surestimation du résultat de la présidentielle et une mauvaise prise en compte de la dynamique potentielle du mouvement qu'elle a suscité, le score de Jacqueline Fraysse au premier tour de l'élection présidentielle est exceptionnel : elle progresse de plus de 5 points et de 2102 voix par rapport aux dernières législatives de 2007. Par rapport à la présidentielle, avec plus de 29%, elle double le score de Jean-Luc Mélenchon (14,89%). Ce très bon résultat permet à l'ensemble de la gauche de progresser sur la circonscription, alors que, dans le même temps, Yacine Djaziri (PS) perd plus de 13 points par rapport à François Hollande.

Cette réussite est le résultat d'une stratégie menée dès le début de la campagne alliant dans un même mouvement la volonté :

- d'élargir le rassemblement à gauche, dès l'annonce de la candidature, dans le respect des différences
- de mettre en avant des propositions

pour que la gauche réussisse, à partir du programme *L'Humain d'abord* du Front de gauche et du travail mené lors de temps forts comme le "Forum des droits".

- de participer activement aux luttes et à leur animation (hôpitaux, hôtel Campanile, SEGPA, carte imagine'R, logement, Fralib...)

La place prise par Gauche Citoyenne, mouvement pluraliste local, par des syndicalistes, par des acteurs locaux très divers, par nombre de militants sincères, leur détermination, ont compensé une certaine frilosité, illustrée par le fait qu'à trois semaines du premier tour les sites internet de Nanterre du PCF et du Front de Gauche ne traitaient pas de la candidature de Jacqueline et Rodolphe Balensi, son suppléant, membre du PCF. Par-delà la pertinence de quelques réunions thématiques, elles-mêmes organisées dans les quartiers, plus que de "convoquer", il s'est surtout agi d'aller résolument vers les gens là où ils se trouvaient.

● **Gérard Perreau-Bézouille**

face aux situations concrètes. Cela aboutit à la position illisible adoptée par la conférence nationale du PCF le 20 juin, en substance : « *pas au gouvernement, mais dans la majorité pour peser, tout en construisant une alternative* ». Mais peut-on être compris lorsque l'on dit à la fois vouloir une alternative, contester l'hégémonie du PS et se situer dans l'actuelle majorité ? Cela semble intenable,

que l'on vise un rebond des luttes ou que l'on se projette dans la perspective des élections locales de 2014.

Comment éviter un nouveau train de retard ?

Si le Front de gauche a voulu centrer son intervention sur l'influence institutionnelle, la déconvenue qu'il vient de subir devrait l'amener à une réflexion sérieuse. ●●●

●●● Ne faut-il pas qu'il fasse un pas de côté par rapport au jeu institutionnel, où de toutes façons il pèse d'un poids plume ? Cela supposerait par exemple que le travail parlementaire, au lieu de viser à balayer entièrement la connaissance et l'amendement de toutes les lois, se focalise sur les enjeux clefs de la période, avec l'objectif de faire apparaître surtout des différences de logique ? Cela serait la contribution des députés du Front de gauche au travail sur l'alternative, ce qui n'empêchera pas d'obtenir, ponctuellement, peut-être, que des amendements soient pris en compte. Soulignons qu'il ne s'agit pas de renoncer à amender tel ou tel projet de loi, mais que, dans l'acti-

vité parlementaire des députés du Front de gauche, soit privilégié ce qui relève du développement d'une autre logique.

Beaucoup plus largement, n'est-il pas temps de miser beaucoup plus fortement sur le développement d'une alternative globale (qu'un programme ne suffit pas à dessiner), qui elle seule pourrait bousculer les montagnes sur laquelle bute tout projet d'émancipation ? La difficulté est alors de ne pas renoncer à la conquête d'une majorité sur des idées de rupture, mais de mettre en ligne de mire par des mobilisations larges les fondements d'une alternative ? Cela suppose d'éviter le piège catastrophique du repli sur les

seules protestations, sectorielles ou globales (type discours du NPA).

L'exemple grec montre que des phases d'accélération peuvent avoir lieu sans que l'on les imagine préalablement, et que des forces politiques peuvent être propulsées, à la lumière des épreuves et des rapports de force, jusqu'à devenir incontournable. Ces phénomènes interviennent certes dans des circonstances toujours particulières ; mais elles ont lieu aussi quand tout un travail d'aggiornamento, d'irrigation de la société, combinant résistances et exigences alternatives, expressions des valeurs et revendications symboliques, a été mené. C'est le cas en Grèce, où Syriza est passé de 4,6 % des voix aux législatives de 2009 à 18 % il y a deux mois et jusqu'à 27 % aujourd'hui. Notons au passage que cela contraint le nouveau pouvoir de droite, soutenu notamment par le PASOK, à envisager une augmentation limitée des salaires et quelques aménagements de la cure d'austérité décidée par l'Union européenne, sans pour autant que Syriza ne s'en trouve désarmée, car la coalition poursuit sa propre route.

Personne ne devrait douter que François Hollande sera confronté d'ici peu aux rebonds de la crise financière et au pouvoir de la finance. S'il dispose de quelques cartes - discours sur la croissance, effets possibles d'une réforme fiscale... -, il ne bénéficie pas d'un rapport de force apte à changer les logiques à l'œuvre au niveau européen et mondial. La question pour le Front de gauche est de ne pas céder au sentiment d'échec ou d'impuissance suite à sa contre-performance législative mais de s'atteler à creuser son propre sillon, avec les citoyens.

● Gilles Alfonsi



« (...) Je tiens à remercier toutes celles et ceux qui se sont mobilisé-e-s lors de ces dernières semaines afin de porter nos propositions en faveur des quartiers populaires.

Nous n'avons pas gagné. La bataille a été menée jusqu'au bout avec une semaine de mobilisation exceptionnelle qui a su réunir des énergies et une enthousiasme que nous devons à tout prix sauvegarder. Nous pouvons être fiers de ce que nous avons réalisé ensemble.

Le taux d'abstention, et la « vague rose » marquent un divorce profond

entre les élites politiques, es militants et une France invisible qui se tait et qui n'est pas inscrite, elle, dans la vie sociale.

A Saint-Denis, nous avons encore la chance de partager les valeurs et les principes d'une ville-monde solidaire où chacun doit pouvoir trouver sa place. Personne n'en est exclu au motif qu'il ou elle n'appartiendrait pas à une certaine classe sociale, ou qu'il ou elle n'aurait pas de moyens suffisants pour y habiter.

Cette ville, nous devons continuer de faire en sorte qu'elle réponde aux besoins de toutes et tous quelles que soient les origines sociales, les revenus...

Aujourd'hui, nous sommes la force vive de Saint-Denis. Nous avons deux ans pour construire collectivement un lieu de réflexion, de travail et d'action.

Tout reste à faire. Nous ne devons rien lâcher ! »

(...)

Déclaration de Patrick Braouezec le 20 juin 2012

A décortiquer

C'est la première fois qu'à gauche du PS, les résultats obtenus sont moins bons aux législatives qu'à la présidentielle. Sarkozy chassé, ces législatives sont apparues comme la simple confirmation de la présidentielle sans aucun autre enjeu. Cela nous dit l'usure progressive du système institutionnel et appelle à tirer quelques enseignements. Considérons que l'abstention n'est pas de la passivité ni de l'inadvertance mais exprime fortement cette usure. Si nous nous remettons dans l'ambiance des rassemblements du Front de gauche au printemps, quelque chose n'a pas été au rendez-vous. Prenons un exemple.

Que disent des abstentionnistes ? « *Ca ne sert à rien... de toute façon on ne nous écoute pas...* », la seule dénonciation des promesses non tenues ne fait pas le tour du problème. Quant à l'appel à permettre à une vraie gauche de faire pression sur le PS, le PC s'y est essayé durant 60 ans, même quand il atteignait 21% des suffrages et le PS 16.

N'y a-t-il pas parmi les gens, particulièrement les générations qui n'ont pas connu les périodes où l'État était contraint d'enregistrer des victoires sociales, le sentiment non explicité que la vie institutionnelle ne répond pas ? Se trompent-ils ? On me dira que ces mêmes gens ne voient pas d'autres voies que celles de la délégation de pouvoir. Mais qui dit qu'il n'y a jamais rien de contradictoire dans un phénomène ?

Le système représentatif flatte les comportements régressifs et ne permet pas aux forces transformatrices d'être crédibles. Se réfugier dans l'ombre d'un grand personnage va de pair avec le sentiment de sa propre petitesse et le renoncement aux exigences les plus fortes. Peut-on considérer que l'on est capable de participer aux décisions économiques si l'on se soumet aux logiques présidentielles ? Peut-on considérer que répondre aux besoins les plus divers est le vrai levier du développement de la société et de l'économie si l'on se considère soi-même comme nécessairement assujéti à des intelligences supérieures ? On ne peut dissocier les acquis de la Libération d'une haute opinion de soi

portée par le monde du travail, au sortir de la Résistance victorieuse.

Lorsque l'on parle de représentations mentales, les cloisons ne sont pas étanches : quand on souffre, on a besoin de s'en prendre à quelqu'un pour ne pas devenir fou. En l'absence des capitalistes comme adversaires et donc comme verrous de toute solution, que reste-t-il ? "Ne plus y croire" ; 400 suicides par an de salariés qui "n'en peuvent plus de vivre comme ça" ; s'en prendre à celles et ceux qui sont visibles : migrants, jeunes, fonctionnaires, les "fainéants qui ne travaillent pas assez", les chômeurs "assistés"... Le vote FN mêle tout cela. Il exprime une perte d'identité collective, non pas nationale ou ethnique, mais d'identité sociale : les services publics, le droit de vote à tous, la lutte sont des éléments de reconstruction d'une identité collective. Quant à Hollande, il surfe sur le recours à un *pater familias normal*. Ainsi l'ampleur du vote PS ne correspond pas à l'état d'esprit d'une part de ses propres électeurs : ni au regard du mouvement des retraites, ni au refus de la dictature des banques.

C'est la distance entre une insuffisance de radicalité et l'état d'esprit des 54% qui jugent inamendable le capitalisme, qui laisse le champ à cet écart. Les organisations permettent-elles d'explicitier la pensée de ceux qu'elles "représentent" ? Le souci d'être entendu de tous ne freine-t-il pas les aspirations les plus motrices ? Les grands rassemblements du Front de gauche ont porté l'envahissement de l'espace public, l'action partagée comme l'expression d'une volonté d'appropriation de la politique. «Insurrection civique», «Révolution citoyenne», «Prenez le pouvoir» ont besoin d'être rendus concrets par un faisceau d'arguments, de propositions et d'actes. C'est d'une brûlante actualité. C'est un appel à faire l'effort de sortir de la normalité institutionnelle. L'ouverture d'un processus n'est pas du "presque cela". C'est faire toucher du doigt une visée forte et claire en la nourrissant au quotidien, même s'il faut du temps pour aller vers elle.

● Pierre Zarka

Le doigt dans le clafoutis

La symphonie inachevée

Il n'y a pas à tortiller : la majestueuse basilique de Saint-Denis, avec son parvis populaire, sa tour unique, ses gisants royaux à foison, ses diabolins rieurs nichés dans la pierre, n'a rien à voir avec Notre-Dame de Paris. Sans parler ici et maintenant de la faiblesse récurrente des subventions ministérielles pour la réfection des portails, des façades, de la crypte...

Mais surtout, à Saint-Denis, nulle trace d'inscription gravée à la main, comme celle que trouva Victor Hugo en furetant, dans un recoin obscur de l'une des tours de Notre-Dame : ἌΝΑΓΚΗ, majuscules grecques signifiant FATALITÉ. Là, comme ailleurs, on ne lâche rien.

C'est tendu vers ces pensées, plus disponible pour la musique après ce cycle électoral, que je me suis rendu au Festival de Saint-Denis, ce 19 juin. L'orchestre philharmonique et le chœur de Radio France donnaient – le mot est un peu fort – la *Messe en mi bémol* de Franz Schubert, image du trajet du compositeur autrichien depuis la *Messe en fa* de ses dix-sept ans. Une messe humaine, essentiellement chorale, où le chœur puissant intervient par larges plans, peu soucieux d'ornements et de fioritures. L'œuvre n'est rien sans le chœur. Et le chant des solistes ne s'entend que par l'existence harmonieuse et visible, dans un même ensemble, des clarinettes, des violons, des contrebasses et des hautbois. Entendez-vous où je veux en venir ?

J'étais devant le portail quand je croisai Patrick Braouezec, ex-député Front de gauche de la circonscription. Me fit-il penser à Denys, un évêque du coin, décapité en 258 par un petit empereur, et qui porta sa tête jusqu'à la basilique ? Fugacement. Car Patrick avait la tête bien vissée, le sourire, des mots d'encouragement pour les militant-e-s, porteur avec eux et pour après du maintien d'une dynamique politique jusqu'au soir du 2^e tour face à son seul rival socialiste, auquel il évita le score soviétique de 100 % (53,5 %). Saint-Denis vaut bien deux messes.

Une fidèle du festival, Jacqueline Fraysse, réélue députée du Front de gauche dans le 92, était de la conversation. Politique du logement, protection sociale, lutte contre la souffrance au travail, démocratie participative... sont ses nobles repères de combat. Elle nous raconta, effarée, le débat matinal, capital et cardinal de la chambre rose : qui élire au perchoir ? Elle s'interrogeait : « *Comment allons-nous faire sans groupe ? Toutes ces lois à examiner...* » De mon côté, je nous demandai : « *Comment coproduire entre élu-e-s et citoyens ?* »

Nous rentrâmes dans la basilique. Des instruments s'accordaient, cherchant leur *la*. Le Front de gauche laissait place à Schubert. Ces deux là me ramenèrent à *La Symphonie inachevée*. Solidement amorcée, stoppée net et à laquelle il manque des mouvements. Ensemble, imaginons-les.

● Philippe Stierlin

L'image de la semaine



●●● (Suite de la une, signatures de l'appel)

Philippe Enclos (chercheur), Isabelle Ferreras (chercheuse), Jean Gadrey (chercheur), François Gèze (éditeur), Jérôme Gleizes (chercheur), Alain Grandjean (chercheur), Susan George (présidente d'honneur d'Attac), François Gèze (éditeur), Gaël Giraud (chercheur), Vincent Glenn (réalisateur), Caroline Guibet-Lafaye (chercheur), Ozgur Gun (chercheur), Nicolas Haeringer (Mouvements), Jean-Marie Harribey (Conseil scientifique d'Attac), Marc Humbert (chercheur), Sabina Issehnane (chercheuse), Sophie Jallais (chercheuse), Florence Jany-Catrice (chercheuse), Nicolas Jounin (chercheur), Catherine Jousse (REP), Sadri Khiari (chercheur), Dany Lang (chercheur), Emmanuel Lazega (chercheur), Frédéric Lebaron (chercheur), Catherine Lebrun (Solidaires), Alain Lipietz (chercheur), Frédéric Lordon (chercheur), Caroline Mécary (Fondation Copernic), Jérôme Maucourant (chercheur), Jacques Le Bohec (chercheur),

Claire Le Strat (chercheur), Nathalie Marcu (Les Alternatifs), Christiane Marty (chercheuse), Gérard Mauger (chercheur), Dominique Méda (chercheur), Julien Milanese (chercheur), Patrick Mony (militant associatif), Francine Muel-Dreyfus (chercheuse), Frédéric Neyrat (chercheur), Willy Pelletier (Fondation Copernic), Roland Pfefferkorn (chercheur), Alain Policar (chercheur), Dominique Plihon (Conseil scientifique d'Attac), Jean-François Ponsot (chercheur), Edmond Preteceille (chercheur), Philippe Quirion (chercheur), Christophe Ramaux (chercheur), Jacques Rancière (philosophe), Thierry Reygades (FSU), Michel Rousseau (Euromarches), Jeanne Singer (chercheuse), Jean-Marc Tagliarri (Initiatives Dyonisiennes), Lucie Tanguy (chercheuse), Annie Thébaud-Mony (Fondation Henri Pézerat), Bernard Teper (Respublica), Bruno Théret (chercheur), André Torre (chercheur), Maryse Tripiet (chercheuse), Sylvette Uzan-Chomat

(SNU Pôle Emploi), Patrick Viveret (philosophe), Philippe Zarifian (chercheur), Elisabeth Zucker (chercheuse),

Gilles Alfonsi (Association des Communistes Unitaires), François Asensi (Fase), Clémentine Autain (FASE), Francine Bavay (Conseillère régionale EELV), Farid Bennai (Fase), Olivier Besancenot (NPA), Martine Billard (Parti de Gauche), Patrick Braouezec (Fase), Chantal Dhoukar (conseillère fédérale EELV), Jean-Claude Eyraud (Fase), Guillaume Floris (Gauche Anticapitaliste), Jacqueline Fraysse (Fase), Jacques Généreux (Parti de Gauche), Pierre Laurent (PCF), Nathalie Marcu (Les Alternatifs), Myriam Martin (Gauche anticapitaliste), Pierre Minnaert (conseiller fédéral EELV), Jean-Jacques Paris (ANECR), Francis Parry (PCF), Jean-François Pelissier (Alternatifs), Christian Piquet (Gauche unitaire), Christine Poupin (NPA), Stéphanie Treillet (Convergence et Alternative)

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
Noyau de *Cerises*: Gilles Alfonsi
Gilles Boitte, Michèle Kiintz
Roger Martelli, Philippe Stierlin
Catherine Tricot, Zarz
contact.cerises@gmail.com
www.cerisesenligne.fr

